

COMITÉ ROBERT PICQUÉ

*pour la défense et le développement
de l'hôpital public*

29 avenue Jeanne d'Arc
33130 BÈGLES



Devenir de l'Hôpital Robert Picqué et projet Bahia : déclarations et réalité !

1) Préambule :

Notre « Comité Robert PICQUE » existe depuis juin 2015. Il a été impulsé par des militants retraités de l'Union Locale CGT de Bègles, face à la menace de fermeture de l'Hôpital Robert PICQUE. Il regroupe actuellement des citoyens girondins ainsi que des associations, des syndicats, des mutuelles et des partis politiques.

Il n'a aucun conflit d'intérêt ou de désintérêt avec les promoteurs et les deux structures parties prenantes du projet Bahia.

Ses valeurs de référence sont la préférence d'un système de santé solidaire, la défense des services publics de santé qui en sont les piliers, l'accès pour tous à la prévention et aux soins.

Il considère que l'évolution des besoins de santé, notamment en Sud-Gironde, rend indispensable le **maintien des deux établissements concernés par Bahia**.

2) Le projet BAHIA et son contexte général :

La dynamique Bahia a débuté en 2012 et **envisageait alors la création d'une nouvelle structure sanitaire sur le site actuel de Robert PICQUE** de 26 hectares, situé à Villenave d'Ornon.

Elle associe l'Hôpital d'Instruction des Armées Robert PICQUE (HIA-RP) et la Maison de Santé Privée Protestante BAGATELLE (MSPB), située à moins d'un km sur la Commune de Talence.

L'HIA-RP offre depuis plusieurs décennies des services très performants, à la satisfaction de tous les usagers. Il a un statut militaire mais 80 % de son activité se fait auprès de la population civile, sans aucun dépassement d'honoraire. Le dernier rapport d'accréditation, effectué par l'ANAES en 2003, affirmait : « Considérant la dynamique qualité de l'établissement, le Collège d'accréditation décide qu'il ne fait l'objet d'aucune recommandation et l'invite à poursuivre sa démarche d'amélioration continue de la qualité ».

La MSPB est également une entité de bonne réputation. Elle occupe une surface de 7 hectares. Elle est un ESPIC (Etablissement de Santé Privé d'Intérêt Collectif), à but non lucratif. Elle concentre également des services de médecine et chirurgie, ainsi qu'une maternité de niveau 1 et un HAD (Hospitalisation à domicile). Elle manifeste depuis octobre 2012 une volonté de maîtrise des dépassements d'honoraires (cf la

délibération de son conseil d'administration qui souhaite un zéro reste à charge pour les patients, en maintenant ces dépassements dans la prise en charge par les complémentaires santé). Elle aurait des problèmes d'équilibre financier avec des emprunts non négligeables ...qui nécessiteraient « un nouveau développement ». Elle a également à résoudre la vétusté de certains bâtiments qui entraîne une dépense énergétique considérable.

Le projet Bahia de « fusion des deux structures sanitaires » a été formalisé dans un **document signé par les deux parties le 6 décembre 2016**. Il est présenté comme « création innovante et ambitieuse d'un nouvel Hôpital Civilo-Militaire pour 2021, menée en concertation inédite avec l'ensemble des acteurs ».

Nous avons enregistré ces déclarations avec prudence car nous savons que le contexte général actuel est peu propice à ce type de réalisation :

- Pour les Hôpitaux militaires, le plan SSA 2020 se décline nationalement depuis plusieurs mois. En juin 2016, il a entraîné la fermeture de l'Hôpital du Val de Grâce en Ile de France. La plupart de ses services a été transférée vers deux autres hôpitaux militaires (Percy à Clamart et Bégin à St Mandé). Parmi les 8 Hôpitaux militaires subsistant, les quatre classés hors plate forme opérationnelle sont menacés (Brest, Lyon et Metz s'ajoutent à Robert PICQUE). Ils auront à moyen terme une activité très réduite auprès de militaires actifs exclusivement.
- Pour les structures sanitaires civiles, nous vivons depuis plusieurs années une diminution de l'offre publique de soins avec baisse du nombre d'établissements, de lits d'hospitalisations et de personnels. Le tout est présenté comme incontournable du fait du virage ambulatoire, de « l'inutilité d'un tiers des dépenses de santé socialisées » dont celles des Hôpitaux (cf les discours récents d'Agnès BUZYN, Ministre des Solidarités et de la Santé)... !

De plus, au-delà de ces remarques dues au contexte général, **l'analyse précise de ce projet BAHIA** que nous effectuons depuis trois ans, **nous amène à émettre des réserves notables** et à vous faire part de nos interrogations.

3) Pourquoi une telle opacité sur ce projet ?

Depuis près d'un an, nous avons demandé à de multiples reprises l'obtention d'une copie de ce document signé médiatiquement le 6 décembre 2016 par MM. DEBONNE, Directeur Central du Service de Santé des Armées et MARLY, Président du Conseil d'Administration de la Fondation Bagatelle.

Les réponses négatives des promoteurs du projet et de l'Agence Régionale de Santé, nous ont amené à saisir la CADA (Commission d'Accès aux Documents Administratifs) qui devrait nous répondre fin nov. 2017.

Les tentatives simultanées de Mr Loïc PRUD'HOMME, nouveau député de la 3^e circonscription, demeurées elles aussi infructueuses, nous font dire que la démocratie n'est pas au rendez vous de ce dossier. Les différents élus et responsables politiques que nous avons rencontrés nous semblent eux aussi sous informés et en manque d'explications claires sur ce projet.

Nous sommes donc obligés de prendre connaissance du projet à partir de ce que certains veulent bien livrer partiellement et progressivement. Nous recoupions ces données avec celles de notre propre investigation, en évitant de nous polariser sur les rumeurs qui ne manquent pas dans ce type de situation.

Nous insistons sur cette pratique anti-démocratique qui contredit la présentation des promoteurs : ils nous parlent de réunions multiples de concertations qui se seraient tenues. Elles auraient associé entre autres les professionnels de santé du secteur, dans des ateliers thématiques. Nous sommes au regret de

dire qu'aucun de la centaine de professionnels avec qui nous sommes en contact sur ce territoire (médecins, infirmier-e-s, masseurs-kinésithérapeutes...etc...) n'ont été invités à ce type de réunions.

Il n'est donc pas étonnant que la première réunion publique d'information, qui s'est tenue le 22 juin dernier à Talence, en présence de plus de 200 personnes très attentives, ait vu s'exprimer la colère et les nombreuses interrogations de l'assemblée ... !

La votation citoyenne, prévue par l'association RIHO pour le printemps 2018, devrait confirmer l'attachement de la population à un Hôpital public sur le secteur.

Néanmoins, nous estimons avoir suffisamment d'éléments pour vous faire part de nos interrogations sur les aspects sanitaire, financier et environnemental de Bahia.

4) Bahia : interrogations sur l'aspect sanitaire :

Aidés de l'entreprise de communication Néorama, les promoteurs de Bahia nous proposent régulièrement des déclarations rassurantes quant à leur projet. Dans un récent document luxueux de 6 pages distribué lors de la rencontre nationale protestante qui s'est tenue à Bordeaux à la mi-octobre, il est même écrit que Bahia

- maintiendra toutes les activités de soins des deux établissements ;
- développera la capacité de réponse médicale en cas de situation sanitaire exceptionnelle.

Or nous savons que :

→ le Service Santé-Voyages-Vaccinations va disparaître (cf l'article du journal Sud-Ouest du 14-11-17 où la directrice générale de la MSPB le reconnaît en précisant « Il faisait doublon avec le même service du CHU »). Ceci est très regrettable car ce service permettait de donner des RDV plus rapides qu'au CHU et délivrait des prestations nettement moins onéreuses que ce dernier...

A notre avis, les deux services ne sont pas de trop pour répondre à une demande en perpétuelle augmentation... !

→ L'HIARP est une structure de référence pour faire face à des catastrophes, notamment dans le cadre NRBC (Nucléaire, Radiologique, Bactériologique, Chimique), avec laboratoire de sécurité biologique, unité mobile de décontamination chimique et centre de traitement des blessés radio-contaminés.

Ce potentiel ne sera pas présent dans Bahia.... !

→ que l'Héliport actuel de l'HIARP, situé face à son très performant service d'Urgence, ne pourra pas être transféré dans Bahia par manque de place et de sécurité (cf la décision préfectorale défavorable). Ici aussi, nous ne validons pas les déclarations rapportées dans Sud-Ouest du 14-11-17 qui évoquent une faible activité « Il n'intervenait qu'une dizaine de fois par an »...

Nous considérons cette suppression comme très regrettable pour un futur service d'urgence qui viserait le très haut niveau. Elle est en contradiction avec le plan actuel concernant la Sécurité de l'Etat.

De telles contradictions nous rendent très inquiets quant à la future entité sanitaire programmée et nous font craindre que d'autres services disparaissent, notamment celui d'odontologie qui assure la continuité de la prise en charge des urgences dentaires.

Elles renforcent notre motivation pour obtenir ce document du 6 décembre 2016. **La lecture des engagements écrits nous révèlera très certainement d'autres aspects.**

5) Bahia : interrogations sur les aspects financier, institutionnel et juridique:

Il a été dit, le 22 juin 2017 à Talence, que le plan de financement s'élevait à 90 millions d'€ financés aux 2/3 par la MSPB, grâce à la vente de deux terrains et à un emprunt. **Le dernier tiers est amené par l'Etat** (contribution simultanée du Ministère des Armées et de celui de la Santé) qui aide ainsi une structure privée, au détriment du maintien de l'Hôpital Public Robert PICQUE.

Dans le même temps, le cadre juridique de la nouvelle entité n'est pas précisé. **Il est évoqué un groupement de coopération sanitaire de moyens**. Sera-t-il aux mains d'une structure privée ? ...qui gérerait et possèderait l'ensemble des installations ? Ici aussi, la connaissance précise des engagements écrits est indispensable !

6) Bahia : interrogations sur l'aspect environnemental :

De nombreux responsables et élus ont manifesté ces dernières années leur préférence pour qu'une nouvelle structure publique de santé soit envisagée sur le site actuel de Robert PICQUE. Parmi ces différentes prises de position, nous retenons tout particulièrement la **motion adoptée à l'unanimité par Bordeaux-Métropole le 27 mai 2016.**

Ces différents avis ont été négligés par les promoteurs du projet qui ont fait un autre choix et qui continuent de nous affirmer régulièrement que le futur établissement Bahia, regroupant deux structures actuellement implantées sur une surface totale de 33 Ha, va être plus performant et mieux fonctionner sur une surface d'environ 5 Ha.

En effet, **le site finalement retenu** est celui de 7 ha où est actuellement située la MSPB, mais ce terrain **va être minoré** par la bande vendue à Cogédim (cf schéma en annexe de la page 6 où sont notés également les emplacements de stationnement automobile) pour la réalisation de deux immeubles (250 logements au total sur 6 étages) qui surplomberont et entoureront l'entrée principale de Bahia.

En outre, ce même terrain doit accueillir un nouveau bâtiment dédié à la Fondation John BOST, structure protestante nationale gérant 34 établissements sanitaires ou médico-sociaux et qui souhaite s'implanter sur la Métropole de Bordeaux.

Nous apprenons également (cf l'article de Sud-Ouest sus mentionné) que la Fondation Bagatelle veut **rapatrier sur Bahia l'Ajoncière**, son établissement de soins et de réadaptation de 53 lits.

Nous sommes donc face à un processus de densification immobilière massive, qui néglige le moindre souci écologique urbain. Il va sacrifier des espaces boisés. Il va entraîner inévitablement une circulation, une accessibilité et un stationnement très problématiques, avec nuisances multiples (bruit, pollution, ...etc...).

7) Conclusion provisoire et perspectives:

Les différents éléments rapportés ci-dessus nous font donc dire que **ce projet Bahia est inacceptable en l'état**. Il organise la fin d'un Hôpital civilo-militaire de qualité, pour assurer le développement d'une structure privée de santé, avec financement public partiel. L'établissement de santé en voie de création par ce projet n'assurera pas l'ensemble des réponses actuelles aux besoins de santé croissants de la population, délivrées par l'HIA-RP et la MSPB. Il entre par contre dans un processus de densification immobilière conséquent qui posera des problèmes majeurs de fonctionnement.

Nous ne sommes donc pas dans une dynamique qui sert l'intérêt général et le maintien de nos biens communs.

C'est pourquoi nous demandons :

- Un **moratoire** sur ce projet qui doit être remis à plat ;
- Une **concertation** digne de ce nom avec l'ensemble des acteurs concernés, dont les citoyens, les élus et les professionnels de santé ;
- L'élaboration d'une **alternative** qui maintient un Hôpital public sur le Site actuel de Robert PICQUE, en synergie avec la MSPB.

Il est à souhaiter que les divers responsables qui vont être amenés à se prononcer sur ce projet dans les semaines qui viennent ne raisonnent pas en terme de « c'est mieux que si c'était pire » mais fassent le choix d'une alternative réaliste accompagnée d'une authentique concertation avec tous les acteurs.

Le présent document se fait l'écho de plusieurs milliers de citoyens qui se sont exprimés sous diverses formes jusqu'alors (pétitions, réunions publiques et manifestation).

Pour le Comité Robert PICQUE , le 20-11-2017,

Bernadette GUERGUY, Christiane ROUANET, Bernard COADOU.

Pour contact : comiterobertpicque@laposte.net 0689434862

PS : Voir ci-dessous en annexe le projet de site pour Bahia avec ses aires de stationnement automobile :

-les éléments centraux correspondent à Bahia 1 et 2 référencés sur d'autres documents,

-à gauche en bas le bâtiment FJB = Fondation John BOST,

-à droite tout le long de la Route de Toulouse : les deux résidences immobilières de la COGEDIM.

Ce plan de juin 2017 n'indique pas où se situera le centre l'AJONCIERE de Cestas dont on vient

d'apprendre le rapatriement prévu sur ce site.

Le stationnement sur le site

